



Corporation de développement
économique (CLD)
Victoriaville et sa région

MÉMOIRE

**Consultation du ministère de l'Économie et de l'Innovation dans le cadre
de l'élaboration du Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025**

PRÉSENTÉ AU :
ministère de l'Économie et de l'Innovation
Gouvernement du Québec

TABLE DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	3
ACCESSIBILITÉ ET UNIFORMITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX ENTREPRISES	4
ACTUALISATION DES OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT	6
ACQUISITION DU SAVOIR-FAIRE ET DU SAVOIR-ÊTRE	9
QUALIFICATION ET DISPONIBILITÉ DE LA MAIN-D'OEUVRE	11
INNOVATION	14
DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	17
ACHAT LOCAL	20
SANTÉ MENTALE ET RÉSILIENCE.....	22
CONCLUSION	25

MISE EN CONTEXTE

La Corporation de développement économique de Victoriaville et sa région (CDEV) souhaite répondre positivement à l'appel du ministère de l'Économie et de l'Innovation en contribuant à l'effort de réflexion collective sur l'avenir de l'entrepreneuriat pour l'ensemble des régions du Québec.

Terreau fertile de l'entrepreneuriat au Québec, Victoriaville présente d'année en année une position enviable du point de vue du dynamisme et de la performance de ses entreprises, qu'elles soient du secteur manufacturier ou agricole. Malgré tout, cette communauté entrepreneuriale, moteur de notre économie régionale, doit composer avec les défis de la productivité, de la compétitivité et des changements climatiques et environnementaux.

Au cours des derniers mois, les indispensables appuis des gouvernements auront permis à de nombreuses entreprises du Québec de traverser la crise sanitaire. Cependant, les écarts entre les grands centres urbains et les MRC demeurent importants, ce qui a pour effet de limiter les ressources nécessaires à l'optimisation des interventions en matière d'accompagnement, de formation et de main-d'œuvre.

La CDEV s'engage à servir à la mobilisation des communautés entrepreneuriales de tous secteurs d'activités afin de prendre en main l'avenir de son développement économique et durable par le biais de ses services d'accompagnement actualisés et diversifiés.

Créée en 2015 dans le contexte de l'abolition des CLD, la CDEV regroupe aujourd'hui les secteurs manufacturier, agricole, commercial et touristique. De plus, elle est partenaire de la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs et de la Corporation du développement durable (CDD) sur le territoire de la MRC d'Arthabaska.

Le présent mémoire reflète en partie les orientations définies dans la planification stratégique de la MRC d'Arthabaska ainsi que celles émanant de la réflexion sur la relance économique conduite par l'Association régionale de développement économique du Centre-du-Québec (ARDECQ). Dans sa structure, nous positionnons pour chacun des enjeux identifiés les principaux éléments de contexte, les pistes de solutions envisagées, à l'instar des contributions pressenties pour leur mise en œuvre.

ACCESSIBILITÉ ET UNIFORMITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX ENTREPRISES

Constats

L'un des principaux enjeux soulevés lors des réflexions ayant mené à la rédaction de ce mémoire est l'accessibilité et l'uniformité des services, programmes et subventions offerts aux entreprises.

Les nouvelles réalités auxquelles doivent faire face les entreprises entraînent de nouveaux enjeux dans tous les secteurs d'activités et dans toutes les régions du Québec.

Les entreprises sont confrontées à une disparité de l'offre dans les services, programmes et subventions en fonction de leur qualification et/ou caractéristiques (grandes entreprises vs PME, secteur manufacturier/industriel en comparaison avec d'autres secteurs (ex. : commerces, services, tourisme, agricole), mais également en fonction de leur situation géographique (grands centres vs régions).

À titre d'exemple, plusieurs initiatives ont été mises sur pied au cours des derniers mois en matière d'innovation, mais un bon nombre d'entre elles n'ont visé que des entreprises du secteur manufacturier/industriel ou des entreprises situées dans les grands centres urbains.

De plus, certaines entreprises auraient eu avantage à bénéficier de certaines initiatives alors qu'elles n'ont pu y avoir accès en raison de leur méconnaissance ou du temps requis pour compléter les démarches administratives.

Il est donc primordial d'accroître l'accessibilité et l'uniformité des services offerts aux différentes entreprises du Québec.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Favoriser l'accessibilité des services, programmes et subventions aux PME de tout secteur d'activité et de toutes les régions du Québec.	<p>Simplifier les démarches administratives pour faciliter l'accès aux divers services et programmes.</p> <p>Rendre accessibles les services et programmes aux PME de tous les secteurs d'activités sur l'ensemble du territoire québécois.</p>	Faire preuve de flexibilité dans les programmes financiers offerts.	Nous constatons que la lourdeur et la complexité des démarches administratives freinent l'inscription de nombreuses entreprises aux différents services offerts. Cela constitue parfois un frein important à la croissance et la pérennité des entreprises.
2	Augmenter la visibilité et la transmission de l'information quant aux divers services, programmes et subventions disponibles auprès des entreprises et des organismes en développement économique.	<p>Outiller les organismes de développement économique afin de faciliter la maîtrise des services, programmes et subventions offerts.</p> <p>Identifier des mesures de communication efficaces qui permettent aux entreprises d'avoir un accès simplifié aux informations pertinentes.</p>	<p>Relayer les informations pertinentes émanant de l'écosystème (partenaires, etc.).</p> <p>Ouverture à actualiser les outils de veille utiles dans le cadre de nos interventions.</p>	La mise en place d'un outil centralisé (tel un guichet unique) permettrait aux professionnels de l'écosystème entrepreneurial d'y effectuer des recherches et de mieux cibler et diriger les entreprises vers les ressources appropriées.

ACTUALISATION DES OUTILS D'ACCOMPAGNEMENT

Constats

Afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets sur nos territoires, il faut développer l'accessibilité de nos outils d'accompagnement afin d'être le plus inclusif possible. En effet, le plan d'affaires, dans son format et dans sa construction, est asynchrone avec la démarche entrepreneuriale. Par conséquent, il est fondamental d'actualiser cet outil pour qu'il soit moins rébarbatif. La CDEV a d'ailleurs planché sur certains outils et processus, mais il n'en demeure pas moins que l'apport du gouvernement viendrait supporter et relativement uniformiser ce changement où l'on s'inspire du courant théorique en entrepreneuriat, comptant de plus en plus d'adeptes, basé sur "l'effectuation" (Sarasvathy). Ce dernier met au centre de la démarche l'action pour que l'entrepreneur confronte rapidement ses hypothèses sur le terrain.

Par ailleurs, le personnel qui travaille en développement économique gagnerait à être formé en matière d'accompagnement processuel en entrepreneuriat en lien avec le courant susmentionné. Des outils peuvent se greffer à ce dernier, notamment le "Business model canvas" (BMC) qui a l'avantage de permettre une bonne vulgarisation et communication des aspects fondateurs du projet.

Outre la mutation nécessaire au niveau du plan d'affaires, il importe d'outiller les organisations qui travaillent en développement économique sur le plan de l'intelligence économique afin qu'elles puissent être plus à l'affût des opportunités de développement, que ce soit liées à des activités de maillage interentreprises (ex. : développement de chaînes de valeur), à l'optimisation de l'insertion des entreprises sur le plan territorial (ex. : gestion de l'armature commerciale) ou encore par l'exercice de situer des collaborations souhaitables entre les acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Ces efforts permettraient d'octroyer de meilleurs conseils aux entrepreneurs en rapport avec l'identification de leurs marchés ainsi que des ressources disponibles pour débiter leurs projets.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Favoriser l'émergence de partenariats à valeur ajoutée entre les organisations à vocation économique.	Identification de moyens de communication efficaces des offres de services permettant aux organisations d'interagir efficacement entre elles.	Engagement à nourrir et stimuler le développement partenarial.	<p>L'émergence de nouveaux programmes/initiatives/organisations, liés au développement économique, bouillonne présentement.</p> <p>Il faut que nos organisations soient plus connectées entre elles pour éviter les doublons et maximiser la valeur et la complémentarité pour notre clientèle.</p>
2	Favoriser l'utilisation des outils contemporains en entrepreneuriat.	Structurer ce changement de pratiques par la mise à disposition de formations pour l'ensemble du personnel des organisations en développement économique.	Ouverture à participer à des activités de formation visant l'amélioration des pratiques.	<p>La mise à disposition d'outils de formation, tels les MOOC (Massive online open courses) ou du matériel d'accompagnement mutualisé en lien avec le BMC (Business model canvas), est un élément qui pourrait favoriser un apprentissage en continu et adapté à la fonction de développeur économique.</p> <p>De plus, la standardisation des services offerts serait accrue. La méthode "SynOpp" (Ananou) est également intéressante. Enfin, à titre d'exemple, les outils développés par la CCI (Chambre de commerce et d'industrie de France) sont inspirants et meublent nos pratiques actuelles.</p>

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
3	Favoriser la mise en place d'une structure d'intelligence économique.	Permettre aux organisations en développement économique d'être alimentées des meilleures données disponibles pour qu'elles ouvrent à mettre en saillance les opportunités de développement disponibles sur leur territoire et qu'elles offrent des services-conseils à plus grande valeur ajoutée.	Ouverture à bonifier les outils d'intelligence économique en place. Documenter les opportunités disponibles sur notre territoire. Organiser des appels de projets ("reverse pitch").	Des solutions de maillage en intelligence artificielle telles que Linkki, des solutions de mutualisation telles que BizBiz Share, des informations commerciales avancées telles que celles issues de PCensus/ Statistiques Canada permettraient d'accroître la pertinence de nos interventions.

ACQUISITION DU SAVOIR-FAIRE ET DU SAVOIR-ÊTRE

Constats

La “carrière entrepreneuriale” (St-Jean) est teintée de défis multiples. Les entrepreneurs sont amenés à construire leurs opportunités dans un environnement complexe, incertain et où la concurrence est de plus en plus féroce. Le COVID-19 n’a fait que catalyser cette contingence où les modèles d’affaires doivent être redessinés pour bâtir de nouveaux facteurs clés de succès.

Cette réalité vient s’accrocher avec une adaptation nécessaire des compétences. Nos entrepreneurs doivent, en effet, s’outiller face à ces changements. Or, nous pouvons constater une résistance face à cette actualisation. La formation traditionnelle est souvent vue comme intimidante, trop académique, et malheureusement, trop souvent, dans leurs perceptions, identifiée comme une perte de temps. Face à une “myopie” inquiétante, alimenter un sens de vision stratégique chez nos TPE/PME pourrait constituer un premier levier à activer.

Autrement, il faut favoriser davantage le transfert de savoirs pratiques qui ne sont pas transmissibles par la formation traditionnelle et qui sont, par définition, plus applicables.

D’autre part, certaines opportunités contemporaines sont stimulantes pour de jeunes entrepreneurs qui ont un “sentiment de compétences (auto-efficacité)” (Bandura) dans ce nouvel environnement. Nous voyons d’ailleurs s’inscrire de nouvelles tendances dynamiques, notamment le “flexipreneuriat”, “l’intrapreneuriat” et l’émergence de plus en plus nombreuse de projets collectifs.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Promouvoir le développement des compétences techniques, entrepreneuriales et managériales des entrepreneurs par le truchement de formules adaptées et axées sur la pratique.	<p>Outiller les instances de formations régionales pour qu'elles adaptent leur structure de formations afin qu'elle soit plus alignée avec les besoins des entrepreneurs. Ces mêmes instances pourraient être amenées à tisser des liens plus étroits avec le réseau universitaire québécois en matière de formations entrepreneuriales.</p> <p>Promouvoir l'importance du développement et l'actualisation des compétences en entrepreneuriat.</p> <p>Favoriser l'émergence de nouveaux services en coaching d'affaires, en mentorat, en co-développement, en communautés de pratiques et par la mise sur pied de groupes de travail.</p> <p>Favoriser l'émergence d'escouades composées de spécialistes ayant pour mission d'œuvrer auprès des entreprises pour accroître leur performance, et ce, pour l'ensemble des secteurs d'activités.</p>	<p>Référencer ou supporter à l'interne les entrepreneurs par les services appropriés en fonction de l'analyse des besoins.</p> <p>Promouvoir l'importance du développement et l'actualisation des compétences en entrepreneuriat.</p> <p>Codévelopper avec d'autres instances de l'écosystème entrepreneurial les nouveaux services visant le développement des compétences à offrir à nos entrepreneurs.</p>	<p>Il est à noter qu'en lien avec les compétences techniques et managériales, on constate un grand déficit des entrepreneurs en matière de gestion financière et de vision stratégique de leur organisation.</p> <p>C'est un aspect qui freine le développement/pérennité de plusieurs entreprises.</p> <p>Autrement, les escouades permettraient une meilleure accessibilité des expertises pour nos entreprises de tous secteurs, notamment en matière de virage numérique.</p> <p>Nous notons, à titre illustratif, un bon succès de l'Escouade Performance Industrielle mise en place par l'ARDECQ sur notre territoire.</p>

QUALIFICATION ET DISPONIBILITÉ DE LA MAIN-D'OEUVRE

Constats

Les enjeux de la disponibilité et de qualification de la main-d'œuvre étaient bien présents avant la pandémie et sont plus que jamais au cœur des préoccupations et des défis que vivent les entreprises du Québec. Celles-ci doivent se tourner vers des solutions innovantes pour faire face à ces enjeux. L'appui des parties prenantes est donc essentiel pour faciliter l'accès aux ressources et aux outils pertinents.

Les PME situées en région sont particulièrement touchées par le manque d'accessibilité aux divers outils, notamment en raison de l'éloignement des grands centres, mais également en raison de leur taille et de leur capacité financière et humaine. La régionalisation des services est primordiale pour assurer leur pérennité et leur croissance.

Quant aux mesures liées à l'intégration des travailleurs étrangers, les organismes de développement économique détiennent peu de contrôle sur l'élaboration et l'applicabilité de celles-ci. Une bonification de ces mesures, tant au niveau de leurs critères d'application que de leur accessibilité (démarches administratives), permettrait à un plus grand nombre d'entreprises d'y avoir recours.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEVR	AUTRES COMMENTAIRES
1	Favoriser l'équité dans les ressources financières octroyées en matière de main-d'œuvre entre les grands centres et les régions.	<p>Ouverture des services et programmes en matière d'emploi à un plus grand nombre de PME situées en région.</p> <p>Simplifier et rendre plus flexibles les processus administratifs.</p> <p>Favoriser l'émergence de nouvelles ressources financières et humaines destinées à soutenir les organismes de développement économique en région.</p>		
2	Mettre en place des mesures créatives et innovantes en matière de création d'emplois et de maintien à l'emploi.	<p>Favoriser l'émergence de nouveaux services et programmes financiers quant au maintien des travailleurs d'expérience.</p> <p>Mise à jour et flexibilité des programmes de formations professionnelles favorisant l'intégration d'étudiants sur le marché du travail.</p>	<p>Monitorer et relayer les enjeux et les besoins spécifiques des entreprises favorisant de meilleures prises de décisions et assurer la transmission de ces informations</p>	<p>Propositions :</p> <p>Assouplir les conditions de reconnaissance des compétences pour les travailleurs étrangers.</p> <p>Proposer un système d'alternance travail-étude dans les programmes d'études supérieures.</p> <p>Bonifier les aides financières et fiscales destinées aux travailleurs d'expérience.</p>

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEVR	AUTRES COMMENTAIRES
3	Favoriser la régionalisation de la main-d'œuvre.	<p>Promouvoir la visibilité des régions comme milieux de vie et de travail stimulants auprès des travailleurs étrangers et des travailleurs des grands centres.</p> <p>Promouvoir et favoriser la rétention de la main-d'œuvre qualifiée déjà installée en région.</p> <p>Améliorer le processus d'intégration des travailleurs en région.</p>	<p>Participer aux initiatives de visibilité de la région proposées par les parties prenantes et les partenaires du milieu.</p> <p>Mettre de l'avant les opportunités de développement économique de la région.</p>	<p>Les organismes communautaires sont souvent davantage outillés que les organismes en développement économique pour soutenir les initiatives en matière d'intégration des travailleurs étrangers et de régionalisation.</p> <p>Il est à noter que l'intégration de nouveaux travailleurs en région ainsi que la rétention de ceux-ci sont tributaires de différents facteurs importants tels que l'accès au logement, la disponibilité de places en garderie, l'accès au transport en commun, etc.</p>

INNOVATION

Constats

En raison de plusieurs facteurs, la transformation technologique et numérique devient essentielle pour la pérennité et la croissance de toutes les entreprises du Québec :

- Hypercompétitivité des organisations;
- Manque de main-d'œuvre qualifiée;
- Mondialisation des chaînes d'approvisionnement;
- Économie intangible;
- Arrivée d'une nouvelle génération de consommateurs et de travailleurs ayant intégré la technologie dans leurs habitudes.

Plusieurs freins peuvent cependant expliquer la réticence ou l'hésitation à entamer ou poursuivre cette transformation technologique et numérique, dont notamment :

- Inconfort, ignorance, peur, résistance au changement;
- Manque de vision à long terme;
- Manque de connaissances dans le domaine;
- Manque de ressources financières, humaines et matérielles;
- Mobilisation défailante des parties prenantes (dirigeants, employés, clients, partenaires, bailleurs de fonds, etc.);
- Complexité des opérations et de la logistique associée à l'innovation et aux changements;
- Vieillesse des propriétaires/ manque de relève d'entreprises;
- Méconnaissance et lourdeur administrative des programmes d'aide en vigueur.

Une réflexion stratégique devient essentielle pour les entreprises afin de pouvoir s'adapter aux changements rapides, accroître leur performance et leur compétitivité et ainsi assurer leur pérennité. Par l'innovation et la consolidation, la mise en place d'une transformation technologique et numérique représente un des enjeux majeurs à englober dans cette réflexion stratégique.

D'autres formes d'innovations sont également à mettre de l'avant, telles que l'amélioration des processus, le positionnement, l'amélioration des modèles d'affaires ainsi que la création de nouveaux produits/services.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Sensibiliser les entreprises à l'importance de faire une réflexion stratégique et de diagnostiquer leurs besoins technologiques et numériques.	Démystifier et démocratiser l'innovation en démontrant les avantages de celles-ci.	Mettre de l'avant les expériences des entrepreneurs qui ont vécu une transformation numérique ("story telling").	On constate que plusieurs entreprises hésitent à procéder à une évaluation de leurs besoins en matière technologique faute de pouvoir anticiper les bénéfices à long terme qui en découleraient. Le partage d'expérience serait donc bénéfique pour démystifier l'importance de cette transformation.
2	Faciliter, guider et éduquer les entrepreneurs dans cette réflexion stratégique et dans la démarche de transformation technologique et numérique.	Promouvoir et soutenir l'émergence de campagnes de sensibilisation, des appels de projets et des activités de formation en lien avec l'innovation sous toutes ses formes. Outiller les organismes de développement économique et les supporter dans les initiatives en matière d'innovation au sein des entreprises. Reconnaître les zones d'innovation et élargir leur portée auprès des PME de tous les secteurs.	Promouvoir le développement d'une culture d'innovation au sein des entreprises. Référer ou supporter à l'interne les entrepreneurs par les services appropriés en fonction de l'analyse des besoins. Organiser des appels de projets et des activités de formation au profit des entreprises.	Les projets mobilisants, tels que les escouades de proximité, démontrent leur efficacité. Il serait opportun de permettre et soutenir le déploiement de ce type de projet autant pour les entreprises du secteur manufacturier que pour les autres secteurs d'activités.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
3	Multiplier les outils de financement adéquats pour permettre aux entreprises de toute taille et de toutes les régions de procéder à une transformation numérique.	Mettre sur pied des programmes d'aide financière en matière d'innovation destinés aux PME. Bonifier les incitatifs fiscaux en matière d'innovation.	Offrir des services d'accompagnement aux entreprises leur permettant d'évaluer leurs besoins et afin de les soutenir dans le cadre de leur transformation technologique et numérique.	Les coûts d'une transformation technologique et numérique sont fréquemment invoqués par les entreprises en tant que frein et les PME disposent de peu d'outils de financement actuellement.
4	Favoriser l'émergence de partenariats entre les diverses parties prenantes impliquées dans l'accompagnement des entreprises et la prestation de services.	Soutenir les tables de partenaires et d'intervenants régionaux en matière d'innovation. Favoriser le développement d'initiatives visant la mutualisation des ressources en matière d'innovation. Favoriser les collisions créatives et innovantes entre les entreprises de différents secteurs d'activités.	Codévelopper avec d'autres instances de l'écosystème entrepreneurial (ex. : ÉRAC) de nouveaux services visant l'accompagnement des entrepreneurs.	La création de centres de ressources partagées pour les PME (mutualisation) permettrait de réduire les coûts des services professionnels.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Constats

L'urgence climatique impose la nécessité de stimuler plus que jamais un entrepreneuriat durable. La créativité et l'innovation sont les moteurs essentiels à notre transformation économique. Il faut donc encourager les occasions pour nos entrepreneurs naissants à inclure dans leurs "modèles mentaux" (Grazzini)¹ une conception dominée, avant toute autre chose, par l'aspect durable. Il faut également œuvrer à faire évoluer ces mêmes modèles chez les entrepreneurs existants. Pour autant, la sensibilisation, à elle seule, n'est pas suffisante.

Il est essentiel de stimuler financièrement les investissements de nos entreprises qui souhaitent mettre en œuvre le changement qui fera en sorte d'assurer notre transition énergétique.

L'avancement des technologies propres, aujourd'hui, permet à nos PME d'accéder à des équipements permettant, en plus de l'apport environnemental, des gains économiques.

¹ Grazzini, F., Boissin, J.-P. et Malsch, B. (2009). Le rôle du repreneur dans le processus de formation de la stratégie de l'entreprise acquise, *Revue internationale PME*, 22(3-4), 139-164.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Accroître la sensibilisation et l'accompagnement en lien avec l'adaptation des modèles d'affaires.	<p>Soutenir les initiatives liées à la transformation des pratiques d'affaires.</p> <p>Appui à la formation en matière de développement durable auprès des professionnels qui accompagnent les entrepreneurs.</p>	Continuer de soutenir les démarches en développement durable sur notre territoire, notamment par le biais de notre collaboration avec la Corporation de développement durable (CDD).	La Démarche d ² , soutenue par la CDD, est un succès qui pourrait être multiplié à l'échelle du Québec.
2	Élargir le cadre d'intervention de certains programmes en développement durable.	<p>Soutenir davantage de projets d'investissements en développement durable par des incitatifs financiers et ne pas se limiter seulement à des aides touchant la conception de ces projets.</p> <p>Le tissu des PME serait plus en mesure de démarrer des projets qui ont le pouvoir de favoriser notre transition économique.</p>	<p>Référencement aux programmes financiers en développement durable.</p> <p>Appuyer les entrepreneurs dans la complétion de leurs démarches (prévisions financières, plan d'affaires, orientation).</p>	<p>L'apport des entreprises ayant une forte dimension sociale est également un vecteur de développement durable.</p> <p>L'appui de projets d'investissement des entreprises en économie sociale est donc souhaitable.</p>

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
3	Créer des conditions propices à l'émergence de "start-ups" mettant de l'avant des idées novatrices en matière de développement durable.	Appuyer les zones d'innovation en gestation. Favoriser et financer des initiatives de collisions créatives.	Identifier les opportunités de synergie et mettre de l'avant l'économie circulaire comme accélérateur de croissance des "start-ups" et PME.	
4	Soutenir les municipalités dans leurs actions en lien avec l'aménagement durable de leurs territoires.	Appuis financiers aux municipalités qui se dotent de stratégies en matière d'aménagement durable du territoire (requalification, relocalisation, études prospectives, etc.).	Intensification des actions visant un développement durable de l'armature commerciale et des parcs industriels.	L'insertion physique des entreprises sur un territoire cristallise ses potentialités et la cohérence de son tissu. Ainsi, dans un contexte où une municipalité souhaite entreprendre des mesures visant une optimisation de son développement urbain, des appuis financiers faciliteraient la mise en œuvre de stratégies d'occupation durables.

ACHAT LOCAL

Constats

Bien qu'essentiel avant la pandémie, cette dernière est venue accentuer l'importance de l'achat local tant au niveau des entreprises que des consommateurs. L'autonomie locale est, en effet, un vecteur de création de richesses (ex. : autonomie alimentaire).

La création ainsi que le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales et régionales permettraient aussi, en partie, de contrer l'exode vers des fournisseurs étrangers qui demeurent omniprésents. Pour ce faire, la mise en place de chantiers régionaux d'amélioration logistiques (entreposage, emballage, livraison, etc.) favoriserait le passage de nos entreprises au commerce électronique, notamment par la mutualisation de certaines activités, autrement trop dispendieuses.

Les entreprises et les consommateurs sont de plus en plus informés et éduqués quant à la provenance des produits et de leur impact, mais les efforts doivent se poursuivre pour accentuer les réflexes et les habitudes d'achat local, surtout dans un environnement de plus en plus numérique.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEVR	AUTRES COMMENTAIRES
1	Sensibiliser les consommateurs à l'importance de l'achat local et de ses impacts.	Favoriser et soutenir les initiatives en matière d'achat local. Augmenter les incitatifs financiers à l'achat local.	Mettre sur pieds des campagnes locales et régionales d'achat local.	
2	Favoriser la mise en place de réseaux d'achat local.	Promouvoir la collaboration des parties prenantes sur toute la chaîne de valeur. Revoir les politiques fiscales pour encourager l'achat local. Favoriser l'émergence d'un réseau ou d'un service de maillage entre les entreprises et les fournisseurs locaux et régionaux. Encourager et soutenir la mutualisation des services au niveau de la logistique.	Promouvoir le réseautage entre les entreprises et les fournisseurs locaux et régionaux. Agir d'influence auprès des municipalités et des grandes entreprises pour qu'elles se dotent de politiques d'achat local. Accompagner les entreprises dans leurs pratiques d'affaires au niveau de l'achat local. Soutenir les projets de mutualisation logistiques.	
3	Promouvoir la commercialisation des produits locaux et régionaux et les circuits courts.	Mettre sur pied et bonifier les initiatives de mise en marché collective (ex. Panier Bleu).	Développer notre compréhension des acteurs/canaux permettant l'identification de stratégies de mise en marché.	Des spécialistes en commercialisation (non liés à des solutions spécifiques) sont à mobiliser dans cet exercice. Tous les secteurs d'activités peuvent en bénéficier.

SANTÉ MENTALE ET RÉSILIENCE

Constats

L'Institut National de Recherche sur les Petites et Moyennes Entreprises (INRPME)² a divulgué dernièrement des données illustrant l'état d'épuisement et de résilience des entrepreneurs québécois. Le COVID-19 a vraisemblablement eu des impacts psychologiques sur nos entrepreneurs. En voici deux résultats principaux :

- “Il y aurait 17,4 % des entrepreneur.e.s qui seraient considérés comme étant épuisés professionnellement en février 2021” (INRPME);
- “Lorsqu’on demande aux entrepreneur.e.s la probabilité d’être toujours entrepreneur.e.s dans cinq ans, 32,9 % de l’échantillon envisage rester entrepreneur à une probabilité de 80 %, ce qui constitue une baisse de la résilience depuis octobre (46,7 %) et juillet (55,2 %). La pandémie semble avoir un effet néfaste sur la satisfaction d’être entrepreneur et l’intention d’y demeurer dans les prochaines années.” (INRPME).

Bien que plusieurs entrepreneurs aient dû livrer bataille pour assurer la survie de leur entreprise, la pandémie a aussi eu l'effet de stimuler certains secteurs d'activités. Effectivement, plusieurs entrepreneurs ont fait face à de l'hypercroissance, mais considérant les enjeux de main-d'œuvre et d'approvisionnement, notamment, cela a exacerbé cette pression psychologique ressentie.

² Institut National de Recherche sur les PME (2021). Résumé de recherche sur les conséquences du COVID-19 sur la gestion de la PME et la santé psychologique des entrepreneur.e.s (suivi à 8 mois). Consulté le 1^{er} septembre 2021, tiré de https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/GSC1512/O0003435820_Rapport_f_vrier_2021_final.pdf

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
1	Sensibiliser et former les professionnels qui accompagnent les entrepreneurs ainsi que les entrepreneurs/gestionnaires.	Soutien à la mise en place de formations visant une meilleure détection et orientation des entrepreneurs présentant des symptômes de fatigue/détresse psychologique.	Ouverture à participer à des formations en ce sens.	
2	Mettre à disposition des entrepreneurs/gestionnaires des ressources volantes de soutien.	Soutenir l'émergence de ce type de ressources volantes. Mettre en place une ligne de soutien dédiée aux entrepreneurs.	Appui à la structuration de ce nouveau service. Coordination avec la/les ressources mises à contribution.	Les ressources de soutien peuvent être vues comme des éducateurs de rue ou des ressources de rang en agriculture. Cela pourrait aider les entrepreneurs/gestionnaires à gérer l'isolement, à ventiler leur détresse, à se retirer le nez du miroir pour souffler un moment et se bâtir un plan de match par étapes pour s'en sortir. Créer des groupes de travail et animer des communautés d'entrepreneurs pourrait aussi être envisagé.

	PISTES DE SOLUTIONS	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT	CONTRIBUTION DE LA CDEV	AUTRES COMMENTAIRES
3	Faciliter l'accessibilité aux programmes d'appuis aux entreprises.	<p>Accroître les ressources en accompagnement au sein des instances de développement économique.</p> <p>Faciliter les démarches administratives liées aux programmes de relance économique.</p>	Offrir de meilleures prestations de services en matière d'orientation par une plus grande maîtrise des programmes disponibles.	

CONCLUSION

La CDEVR reconnaît et salue l'importance accordée par le gouvernement au développement de l'entrepreneuriat. Si la planification stratégique établie à ce jour a permis de belles avancées, il n'en demeure pas moins que plusieurs défis persistent, notamment :

1. L'accessibilité et l'uniformité des services offerts aux entreprises;
2. L'actualisation des outils d'accompagnement;
3. L'acquisition du savoir-faire et du savoir-être;
4. La qualification et la disponibilité de la main-d'œuvre;
5. L'innovation;
6. Le développement durable;
7. L'achat local;
8. La santé mentale et la résilience.

Notre organisation est prête et engagée à intensifier ses efforts pour s'aligner avec la vision gouvernementale qui sera cristallisée dans cette nouvelle planification. De nouveaux programmes d'appuis financiers aux organisations œuvrant en développement économique permettraient la mise en œuvre des pistes de solutions évoquées.

Au demeurant, nous remercions votre invitation à cette réflexion stimulante et réitérons notre enthousiasme à faire partie des solutions qui sauront propulser le Québec dans la nouvelle économie.